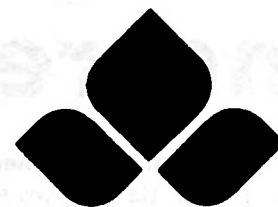


royaliste

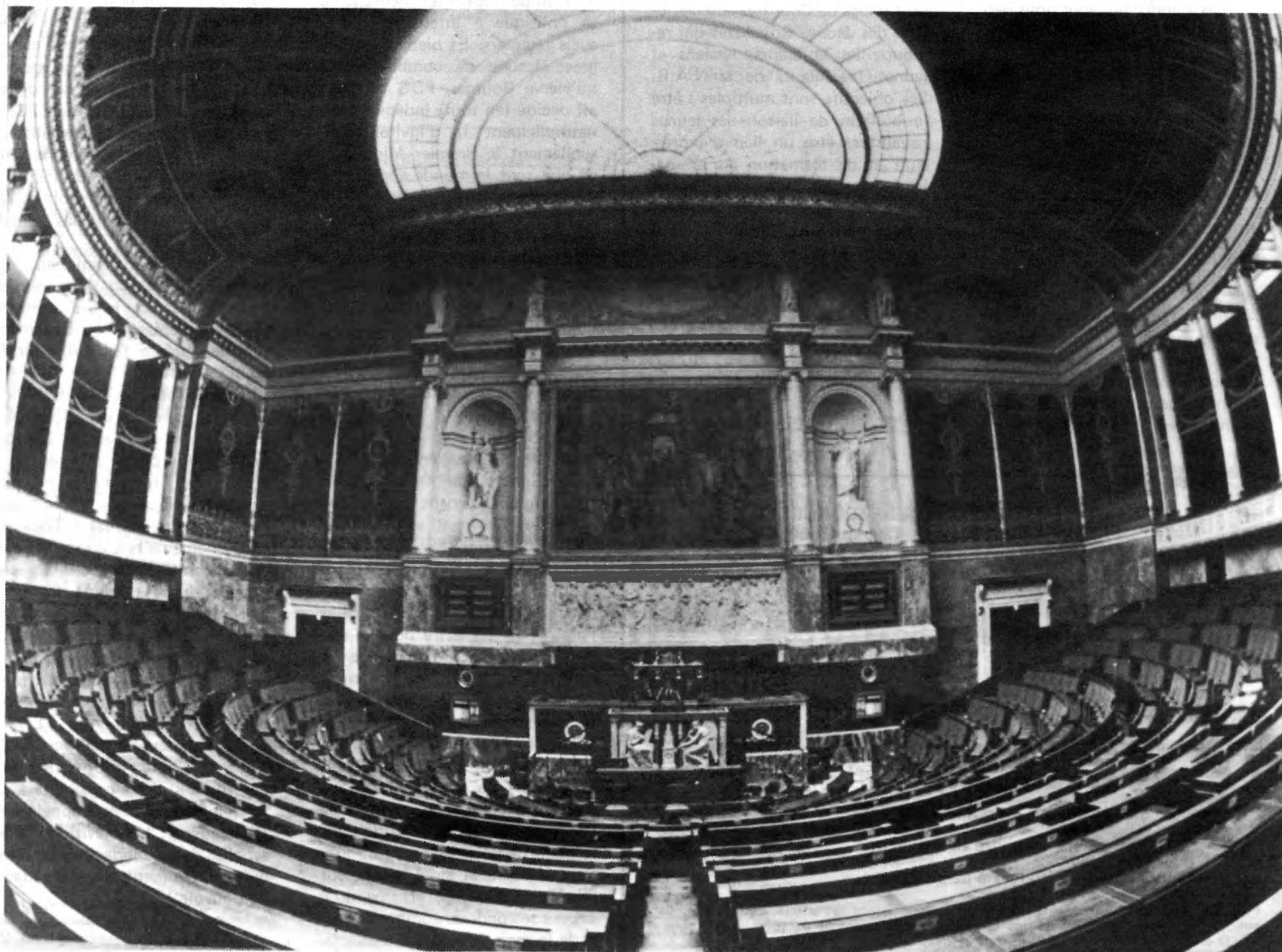


BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

la classe politique en question

M 2242 - 413 - 9 F DU 31 OCTOBRE AU 13 NOVEMBRE 1984 - 14ème année - N° 413 - 9 F



notre presse

Vous connaissez bien notre bi-mensuel et appréciez peut-être sa liberté de ton, les efforts que nous faisons pour vous informer, vous convaincre, vous distraire. Mais connaissez-vous les autres journaux de la N.A.R. ?

Si l'on ne tient pas compte des lettres régionales éditées par nos fédérations provinciales, ils sont au nombre de 3.

1/ «CITÉ», paraissant cinq fois par an : une soixantaine de pages consacrées à l'actualité des idées, avec souvent de très longues interviews de personnalités dont le jugement nous importe. Le succès de cette revue s'affirme puisque le numéro 8 (avec Edgar Morin) est en passe d'être épuisé. Le prochain numéro, qui paraîtra avant la fin novembre, comporte un important dossier sur les rapports intellectuels entre les pays de l'Est et les pays occidentaux.

En nous passant vos commandes dès aujourd'hui vous nous permettrez d'ajuster le tirage de notre revue au mieux. (Numéro 9 - 64 pages : 15 F). Mais si vous voulez vraiment soutenir l'effort important que nous fournissons pour créer une véritable revue de réflexion, abonnez-vous sans attendre (5 numéros : 60 F).

2/ «LE LYS ROUGE». Peut-être ne devrions-nous pas en parler ici, car il s'agit d'une revue à vocation plus interne. C'est le lieu idéal pour les débats entre royalistes, pour les informations sur les monarchistes de tous les pays, pour les documents sur l'histoire du royalisme. Le prochain numéro (N°21) est également prévu pour novembre. Il

comportera une importante étude sur les origines de la NAR, vues par le petit côté de la lorgnette, et comme toujours des textes de débat, et quelques coupures de presse (28 pages : 12 F - abonnement 4 numéros : 40 F).

Mais le «Lys Rouge» a aussi acquis la parution récente d'une brochure de propagande à très grand tirage dont nous vous avons parlé dans le dernier «Royaliste» («Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?», 30 pages : 12 F franco).

2/ «ROYALISTE-Université». Ce journal a pour caractéristique d'être entièrement rédigé, composé et mis en page par les membres du Collège de Coordination Nationale des Jeunes Royalistes qui regroupe les étudiants, lycéens et jeunes travailleurs de la N.A.R. Ses objectifs sont multiples : être le bulletin de liaison des jeunes royalistes, être un lieu d'expression et de formation au journalisme, être un moyen de propagande en direction des jeunes et notamment des étudiants. Le numéro 30 vient de paraître, il comporte en supplément un spécimen de l'affiche pour les lycées. («R.-U», 12 pages : 5 F-abonnement : 15 F pour les lycéens/étudiants/jeunes chômeurs -30 F pour les salariés).

F.A.



BULLETIN DE COMMANDE A RETOURNER A
«ROYALISTE», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
tout règlement à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris

Nom/Prénom :

Adresse :

Commande :

- | | |
|---|-------------|
| ☐ la brochure «Connaissez-vous les royalistes ?» | 12 F franco |
| ☐ le numéro 30 de «Royaliste-Université» | 5 F franco |
| ☐ le numéro 8 de «Cité» sur Edgar Morin | 15 F franco |
| ☐ le numéro 9 de «Cité» à paraître en novembre | 15 F franco |
| ☐ le numéro 21 du «Lys Rouge» à paraître | 12 F franco |

Pour souscrire les abonnements dont il est question dans cet article, il suffit de nous envoyer votre chèque avec au dos la mention «abonnement à... (Cité, Lys Rouge, R.-U)» en libellant le chèque à l'ordre de «Royaliste».

le quart d'heure fabius

Il avait le crâne de Giscard, l'élocution de Giscard, la politique économique de Giscard, bref, il ne lui manquait plus qu'un petit rien afin de devenir le parfait «clône» de Monsieur l'Ex.

Ce rien, c'était la causerie au coin du feu. Rappelez-vous, un Président détendu, expliquant à des Français que l'on soupçonnait être un peu obtus les bienfaits de sa politique à intervalles télévisuels réguliers. Et bien, voilà une grave lacune de comblée après qu'Hervé Bourges, PDG de TF1, ait décidé (en toute indépendance naturellement !) d'inviter mensuellement le Premier Ministre à ce que tout le monde appelle déjà le «quart d'heure Fabius».

Interpellée sur la nécessité d'organiser un droit de réponse à cette émission, la Haute Autorité décidait jeudi 11 octobre d'accorder un quart d'heure à la majorité et un quart d'heure à l'opposition «à la même heure et dans les mêmes conditions» que Laurent Fabius au titre du droit de réplique.

Cette décision a provoqué un beau tohu-bohu à tous les niveaux de la classe politique française où les modalités de ce droit sont vigoureusement contestées, du Front National aux communistes, exception faite du PS (ce qui n'étonnera personne). L'opposition fait bruyamment remarquer que un quart d'heure pour Fabius plus un autre pour la majorité dont est issu le gouvernement revient à conférer un temps d'antenne double à la Gauche. Le Parti Communiste lui, se retrouve piégé par les subtils distinguos dialecticiens qu'il entretient depuis son départ du gouvernement sur son appartenance, ou non, à la majorité. Ou le PC se situe dans la majorité pour répondre au Premier Ministre et alors le sénateur PS Marcel Debarge affirme qu'il «devra se conduire comme un parti de la majorité» (dur, dur, cama-

rades !). Ou bien il partage le temps d'antenne de l'opposition, hurlant ainsi aux côtés de la «droite haineuse et des forces du Capital» ce qui la fiche mal pour un grand parti prolétarien ! De plus, l'opposition élargie n'aurait qu'un quart d'heure à se mettre sous la dent (et encore, divisé par 3 entre UDF, RPR et PC !) face à la demi-heure socialiste... Vous suivez ? Heureusement pour Georges Marchais, la droite s'est refusée à user de son droit de réponse, il n'y aura donc pas d'amalgames fâcheux.

Quant au Front National, il est exclu «a priori» du Yalta télévisé instauré par la Haute autorité car non représenté au Parlement (simple, encore fallait-il avoir le culot d'y penser).

Ce n'est même plus la Bande des Quatres mais le clan des deux : les socialistes et les autres. Les formations non parlementaires n'ont droit, elles, qu'à l'habituel mépris. Adieu le service public pluraliste de l'audio-visuel ! Tous les gouvernements aux abois (et celui de Laurent Fabius en est un) versent dans le même travers : verrouiller, fermer les fenêtres, serrer les boulons au détriment du droit d'expression de tous...

Déjà affaiblie après l'affaire Héberlé, où elle avait entériné le choix du candidat de l'Elysée pour désigner le nouveau PDG d'A 2, la Haute Autorité perd encore un peu de sa crédibilité avec ce que Paul Laurent a appelé une «manœuvre». La télévision d'Etat est-elle donc condamnée à n'être qu'un instrument entre les mains du pouvoir ?

Antony SPANO

immigrés : le faux réalisme du gouvernement

En privilégiant la répression plutôt que l'insertion, les mesures gouvernementales concernant les immigrés sont moralement choquantes, politiquement malencontreuses et économiquement inefficaces.

La politique de la gauche à l'égard des immigrés balance depuis 1981 entre l'ouverture et le repli : la régularisation de la situation de plus de 100.000 étrangers dans l'illégalité est la décision la plus spectaculaire, mais la mesure la plus audacieuse (le droit de vote aux municipales) est écartée. Si l'aide au retour, axe principal de la politique giscardienne en matière d'immigration, est supprimée en 1981, elle réapparaît en 1984 dans le secteur de l'automobile. Avec l'émergence dans l'opinion publique d'un courant xénophobe et raciste, avec la persistance du sentiment d'insécurité, la valse-hésitation devient périlleuse et le Premier ministre se devait de trancher. Les mesures gouvernementales adoptées ne trompent pas, même si la référence aux grands principes demeure : c'est bien le choix de la répression qu'a fait le pouvoir.

L'essentiel du dispositif porte sur l'immigration clandestine et les moyens de la réprimer. Depuis 1974, nos frontières sont fermées à toute nouvelle immigration. De 1975 à 1982, la population étrangère en France a augmenté de 237.685 personnes, en vertu du droit des familles à se regrouper. Autre cause d'accroissement de la population immigrée : les entrées clandestines sur le territoire national (les clandestins seraient actuellement 300.000). La répression va donc s'exercer contre les familles qui désirent rejoindre en France un ou plusieurs des leurs, et contre les étrangers sans titre de séjour.

La première des violences est d'évidence la plus scandaleuse. Le

simple droit de vivre en famille est remis en question. La gauche bafoue un principe qu'elle a défendu par le passé. En 1978, le Conseil d'Etat désavouait la décision gouvernementale de suspendre l'immigration familiale. Le 29 août 1981, au journal «Le Monde», François Autin, alors chargé du secrétariat d'Etat aux immigrés (qui a disparu en juillet 84) déclarait solennellement : «Le regroupement familial peut désormais s'effectuer. Nous reconnaissons au travailleur immigré le droit de vivre avec sa famille s'il le désire». Attenter à une règle éthique est choquant; l'argumentation par l'absurde est imbécile : le gouvernement permet l'immigration familiale si elle passe par l'Office national de l'immigration. Il se trouve que l'essentiel des familles venant en France depuis 10 ans préfère demander un visa de tourisme puis régulariser par la suite leur situation que de s'adresser directement à l'ONI. Pour la bonne raison que cet organisme impose des conditions draconiennes à l'obtention d'un titre de séjour. L'ONI défend ce curieux raisonnement : un immigré aura l'autorisation de vivre avec sa famille s'il se trouve par avance convenablement inséré dans la société française (emploi, logement). Absurde puisque la venue de la mère et des enfants est justement la condition psychologique indispensable qui permettra au mari de retrouver un équilibre souvent détruit et par là une chance d'intégration (1).

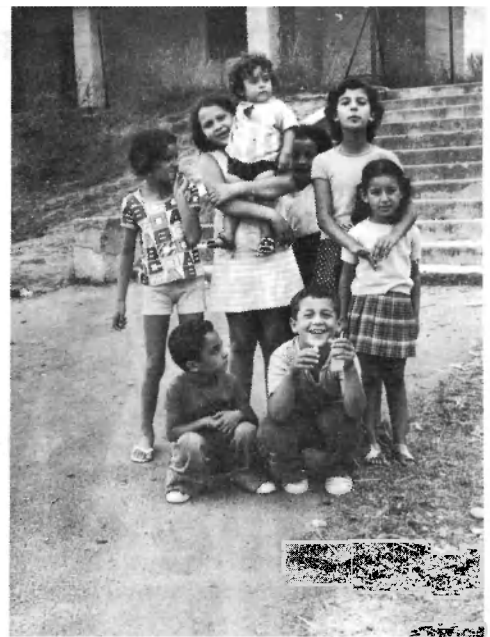
La décision frappe durement les familles algériennes : leur pays

n'autorise pas l'émigration et contraint ainsi à la régularisation en France, à partir d'un simple visa de tourisme. Plus graves encore seront les conséquences pour les personnes déjà en France en situation irrégulière. Marie-Noëlle Thibault, syndicaliste CFDT s'occupant des immigrés, prévoit le pire : «les mesures adoptées vont entraîner, rien qu'en région parisienne, l'expulsion ou le refoulement de dizaines de milliers de femmes d'immigrés». («Libération», 12 octobre).

Contre l'immigration clandestine, l'inefficace se joint à l'absurde : on ne peut pas dresser des murailles infranchissables aux frontières, à moins de se doter d'un dispositif policier qui changerait la nature de notre régime démocratique. Le renforcement de la surveillance, la plus grande sévérité à l'égard des expulsés ne tariront pas le flux d'entrées clandestines.

Si le droit est malmené et la bonne insertion des immigrés sacrifiée, la logique économique ne se trouve pas pour autant satisfaite, malgré la réflexion de Georgina Dufoix : «Ce n'est pas en acceptant que rentre sur notre sol un grand nombre de gens supplémentaires que l'on arrangera la situation». Certains pourraient formuler autrement la proposition, l'entraîner dans une direction que désavouerait sûrement le ministre : c'est en acceptant que rentre chez eux un grand nombre de gens que l'on arrangera la situation. Les faits et les chiffres donnent clairement les dimensions de l'imposture : d'avoir bloqué dès 1974 l'immigration n'a pas privé la France de subir la crise. Les immigrés ont, au contraire, été une force de production et de consommation, ont subi plus que d'autres le chômage et cotisent à la Sécurité Sociale en touchant moins d'indemnités de maladie, d'allocations familiales et de retraites que le reste de la population. La présence des immigrés a freiné la baisse de la natalité (qui serait de 30% plus importante sans eux). Pour assurer dans quelques années le paiement des retraites, si la fécondité des autochtones n'augmente pas, l'immigration sera un recours obligé. Bref, le néo-malthusianisme actuel ne prolonge pas une réflexion économique fondée, mais a tout d'une réaction irrationnelle de repli. «Il n'y a de richesse que d'hommes» disait Jean Bodin.

Cette argumentation ne doit pas empêcher de lutter contre les



réseaux très structurés de l'immigration clandestine, car cette dernière peut aussi servir les intérêts d'un capitalisme exploiteur : les petites entreprises agricoles du Midi, les ateliers clandestins parisiens, les passeurs des Alpes, les trafiquants de faux papiers et tous les marchands d'espoir. Cette immigration là doit cesser, parce qu'elle trompe et tue les immigrés. Mais une mesure de justice ne doit pas se transformer en mauvais argument économique.

La seule justification des mesures répressives prises par le gouvernement est d'ordre politique et psychologique : aller dans le sens supposé d'une opinion inquiète qui exagère la progression de la violence, phantasme sur les immigrés, n'entrevoit aucun salut à la crise économique qui est aussi une crise de société. Le pouvoir s'égare et égare l'opinion en croyant que la politique du bâton, réclamée seulement par une minorité, pourra rassurer. L'effet contraire est plus probable : on ne rassure pas en multipliant les patrouilles de police et les contrôles systématiques d'identité. Il faut que le pouvoir fasse les gestes qui signifient l'apaisement. Une politique d'insertion des immigrés doit être menée, mais c'est en définitive le redressement économique qui fera reculer la peur : créons des emplois, développons le logement, résorbons la pauvreté, améliorons la protection sociale, favorisons de nouveaux rapports sociaux, l'acceptation paisible des immigrés viendra de surcroît.

Emmanuel MOUSSET

(1) Tahar Ben Jelloun -La plus haute des solitudes- Le Seuil, 1977.

A signaler : A Paris, le 1er décembre grand carnaval interculturel organisé par «Convergence 84 pour l'égalité», 85 bis, rue de Ménilmontant 75020 Paris.

hadès pour quoi faire ?

Il y a de sérieuses rumeurs de passation de pouvoir chez les dieux de l'enfer : dès le début de la prochaine décennie, Hadès devrait succéder à Pluton. L'affaire est grave car les deux compères sont des missiles nucléaires. Que signifie cette évolution ?

La principale raison de la mise au rancart des Plutons est leur portée jugée trop courte : 90-120 km contre 350-430 pour Hadès (1). Amélioration technique qui renforcerait les capacités opérationnelles de l'Armée française ? Voire. D'autant que la mise en place de ce nouveau missile entraînera une réorganisation des structures de commandement lourde de conséquences.

Les six régiments Pluton sont une composante des Armes Nucléaires Tactiques (ANT) aux côtés des chasseurs bombardiers «Jaguar» et «Mirage» de la FATAc et des «Super-Etendard» de l'Aéronavale. La genèse du système d'armes Pluton fut autant, sinon plus, politique que militaire. En effet lorsque Charles de Gaulle décida d'engager la France dans une stratégie de dissuasion nucléaire, ces nouvelles missions prestigieuses furent confiées à l'Armée de l'Air et à la Marine Nationale. L'Armée de Terre traumatisée par trois échecs successifs (1940, Dien Bien Phu, l'Algérie) se sentait alors frustrée de ne pas participer à la mise en œuvre des armes nucléaires. Pour apaiser son mécontentement, Charles de Gaulle «fit un geste» en lui confiant une ANT, qu'il considérait néanmoins comme «un os à ronger» (2). Ainsi naquit Pluton.

Dans le cadre de la stratégie de dissuasion, le rôle des ANT consiste à montrer, par l'utilisation d'un feu nucléaire symbolique (au sens propre du terme)

la détermination du Président à mettre en œuvre la Force Nucléaire Stratégique contre un agresseur qui ne voudrait pas entamer des négociations de cessez-le-feu. Ceci après que les 3 corps d'Armées (Est, RFA, Nord) aient encaissé un premier choc classique. L'existence des Plutons se justifiait donc. Mais à peine, car les avions de pénétration à basse altitude dotés de missiles Air-Sol peuvent parfaitement remplir ce rôle avec plus de souplesse. Les Plutons offrent au Président une possibilité supplémentaire, d'ailleurs lourde à manier, dans l'utilisation de l'atome tactique. C'est à peu près tout.

Or, depuis 1976, le développement d'une nouvelle génération de missiles Sol-Sol nucléaires tactiques (3) est venue infléchir la stratégie officielle de dissuasion. Trois principaux faits en témoignent :

— Multiplier par trois ou quatre la portée d'un missile n'est pas une simple amélioration technique. Hadès ne sera pas un super Pluton. Ce sera un engin d'une nature différente. Car les frontières RFA-RDA et RFA-Tchécoslovaquie, c'est-à-dire OTAN-Pacte de Varsovie, se situeront à l'extrémité du rayon d'action d'un Hadès tiré depuis le territoire national (4). Sur ordre du Président de la République, les régiments d'artillerie Hadès pourraient donc participer à une salve nucléaire à l'avant dans le cadre de la stratégie atlantique de réponse graduée. Stratégie qui conduit à l'ac-



Le Pluton bientôt au rancart

ception d'une guerre nucléaire «limitée» en Europe.

— L'artillerie n'est pas simplement l'arme chargée d'envoyer des obus ou des fusées sur l'adversaire. Elle doit d'abord identifier précisément ses cibles, les acquérir. Or l'acquisition d'un objectif à 400 km de distance, dans un contexte de bataille et avec une précision de l'ordre du kilomètre est une tâche extrêmement difficile, qui nécessite des moyens techniques sophistiqués (satellites, AWACS, avions téléguidés). Dans ce domaine la France possède un retard considérable et ses moyens financiers sont limités. De là à nous en remettre à nos alliés américains qui disposent de ces équipements pour savoir où nous devons envoyer nos missiles, il n'y a qu'un très petit pas à franchir.

— Du point de vue opérationnel, les régiments Pluton sont actuellement intégrés au 1er et 2ème Corps d'Armée. En pratique leur mise en œuvre ne peut donc se faire que dans le cadre du déploiement et de l'engagement de ces Corps d'Armée. Mais dès que les Hadès seront opérationnels, les régiments d'artillerie nucléaire dépendront directement du Chef d'Etat Major des Armées. Cela signifiera comme le précisait Charles Hernu devant les sénateurs le 3 décembre 1983 que «la frappe pourrait intervenir sans que les Corps d'Armée aient été préalablement engagés», ou que «nos coups ne seraient pas nécessairement appliqués dans la zone d'action où interviendrait notre corps de bataille».

Peut-on dire plus clairement que nous nous orientons vers un découplage entre nos forces classiques et les ANT ? C'est-à-dire vers une possible utilisation pré-

ventive des bombes atomiques (5) alors que toute la stratégie de dissuasion consiste justement à éviter le recours aux armes nucléaires et à la guerre.

Alors, Hadès pour quoi faire ? Laissons le Chef d'Etat-Major des Armées répondre (6) : «la frappe généralisée, unique s'appliquant sur les forces adverses, au contact ou dans la profondeur, contraindrait l'ennemi à marquer un temps d'arrêt, à remanier son dispositif et à engager un nouvel échelon des forces s'il décidait de poursuivre son agression». Avec de tels propos, dignes des meilleurs stratèges de l'OTAN qui théorisent l'usage de l'ANT comme arme de la bataille de l'avant, se situe-t-on encore dans le cadre d'une stratégie de dissuasion nationale et indépendante ? Une réponse claire et officielle est aussi urgente et nécessaire qu'est lourde de conséquence l'infléchissement de notre politique militaire (7).

Jean KATONA

(1) Des informations contradictoires circulent quant à la portée exacte des deux systèmes d'armes. Cependant cela change peu le rapport entre les deux.

(2) Selon l'amiral Philippon, ancien chef de l'Etat Major particulier du Général de Gaulle.

(3) Un développement qui coûte environ 6 milliards de francs.

(4) En le déplaçant de quelques kilomètres sur le territoire de la RFA, ce missile, monté sur chassis mobile, menace directement des villes comme Erfurt (RDA) et Plzen (Tchécoslovaquie). Un quasi euromissile, cet Hadès !

(5) Rappelons pour situer le problème qu'un missile Hadès a un pouvoir destructeur comparable à la bombe d'Hiroshima.

(6) Devant les auditeurs de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale, le 3 mai 1983.

(7) Voir l'article consacré à la FAR «Sur l'Elbe, rapidement !» dans «Royaliste» 411. Le Hadès est également une autre manière d'être rapidement sur l'Elbe. Encore plus rapidement, sans doute...

ronald, fritz et andrei

Les négociations sur les armements entre Soviétiques et Américains sont dans une impasse. Ce blocage est aussi la conséquence des formes respectives des gouvernements soviétique et américaines. En ce qui concerne les Etats-Unis, la réélection de Ronald Reagan pourrait faire évoluer les termes de la question.

Premier président depuis Hoover à ne point avoir rencontré son homologue soviétique, premier président depuis Hiroshima à ne point avoir négocié un accord de limitation des armements, le président Reagan a voulu corriger son image par son discours à l'Assemblée générale des Nations-Unies en reconnaissant qu'il n'y a pas «d'alternative sensée à des négociations sur la limitation des armements et les autres questions entre les EU et l'URSS qui ont le pouvoir de détruire la civilisation». Ce discours et la rencontre des deux candidats avec Gromyko sont devenus des éléments décisifs dans la campagne présidentielle américaine. M. Mondale («Fritz») a le doigt sur un point faible de la cuirasse : la crédibilité du président, à l'intérieur et à l'extérieur, auprès des alliés comme des soviétiques, comme négociateur.

Elu en 1980 sur le thème de la sécurité nationale sur fond d'Afghanistan, d'otages iraniens, de SS 20 pointés sur l'Europe, Ronald Reagan a toujours déclaré qu'il ne voulait négocier qu'en position de force. A partir d'un certain point, une telle attitude peut se retourner contre l'intérêt américain, laissant entendre que ce n'est plus la recherche de l'équilibre, fondement de la dissuasion, qui guide l'action d'une des parties, mais bien celle d'une supériorité inacceptable à l'autre qui n'a d'autre choix qu'une course aux armements.

Le manque de communication entre les deux Grands, qui n'a

jamais été aussi profond depuis la crise de Cuba, rend crédibles tous les malentendus.

«Nous n'avons aucune mauvaise intention» : le message que Reagan voudrait faire passer à Gromyko ne dit rien à celui-ci. L'électorat américain, autre destinataire, est-il rassuré pour autant ? S'engager dans une négociation substantielle supposerait une rupture avec les attitudes unilatérales adoptées depuis quatre ans et une recherche de l'intérêt mutuel au balisage de la compétition militaire. Les Etats-Unis comme l'Union Soviétique ne peuvent éluder beaucoup plus longtemps cette branche de l'alternative, ne serait-ce qu'objectivement en raison de l'escalade des dangers et politiquement en raison de la montée de la prise de conscience mondiale, notamment en Europe de l'Est (RDA par ex.) et aux Etats-Unis (1).

Les solutions proposées doivent être concrètes. Les dirigeants soviétiques comme les américains doivent être contraints d'aller au-delà d'attitudes du comportement, d'images pour média, des polémiques ou des réassurances.

Jusqu'à présent les propositions Mondale ou Reagan sont inadéquates. Le «gel» défendu par le premier figerait une situation qui doit être modifiée. La «réduction» prônée par le second soit ne change rien, soit introduit une marge supplémentaire de danger. Toutes deux sont issues d'une philosophie de la limitation des armements élaborée dans les années



■ Reagan court désormais pour l'Histoire

50 et mise en œuvre dans les années 60 et 70. Fondée sur l'existence de systèmes purement offensifs, statiques et accumulatifs, elle est dans une impasse à la fois physique et psychologique. La diplomatie nucléaire n'a pas suivi la technologie nucléaire. Il ne s'agit plus aujourd'hui de parler de nombres. On se trouve devant un problème conceptuel auquel les dirigeants soviétiques et américains n'arrivent pas à faire face.

Côté américain, pourquoi ce recul devant la négociation, ces propositions vétustes, cette absence d'imagination, cette incapacité à soutenir un dialogue est-ouest ?

Les problèmes de succession en Union soviétique ne sont pas une réelle excuse et n'expliquent d'ailleurs pas l'immobilisme de Moscou sur ces questions.

Il semble que la réponse soit dans les deux cas dans la structure du gouvernement. Le problème de la limitation des armements est sans doute le plus complexe qui soit, celui où le pouvoir d'arbitrage du politique soit le plus difficile à exercer. Le président Reagan n'est pas un expert, même après quatre ans, MM. Schultz et Weinberger non plus. Le système américain n'est donc pas à cet égard moins immunisé que le soviétique vis-à-vis de la bureau-technocratie. Dans les deux capitales, par ignorance ou inclination, les dirigeants n'apparaissent pas en position de pouvoir

briser les vetos de leurs surbordonnés, éventuellement relayés au sein des instances délibératives.

Pour rétablir la communication, encore faudrait-il avoir dégagé quelques idées ou concepts que l'une des parties serait capable de faire passer à l'autre par delà les bureaucraties au lieu qu'elle (ou ils) remontent à travers chacune d'elles, et ce via Genève.

La capacité à négocier avec les Soviétiques, enjeu des quatre prochaines années, suppose une force que l'élection n'est pas susceptible de donner mais qu'un Kissinger espère, dans une interview récente, du caractère non-renouvelable du second mandat présidentiel : alors en effet : «Il court pour l'Histoire non pour un nouveau mandat. Aussi je pense que le président Reagan apprend une dimension comme président que comme candidat il n'avait pas eu à considérer.»

Il lui reste encore un long chemin à parcourir.

D. LA MARCK

(1) Selon un sondage non-partisan réalisé pour les candidats, 89% des Américains contre 9% pensent qu'il n'y aurait pas de vainqueur dans une guerre nucléaire, 96% contre 3% qu'entrer dans un conflit avec l'Union soviétique est trop dangereux dans un monde nucléaire. 56% sont prêtes à prendre le risque d'un accord de limitation des armements même sans la garantie d'une inspection effective.



Les raisons habituellement invoquées pour expliquer la faillite du système scolaire sont pour le moins superficielles. Ainsi la «massification» de l'enseignement, conséquence logique de la croissance démographique et de l'allongement de la scolarité qui ont vu les effectifs augmenter de façon considérable et permis l'accès du secondaire à des enfants venus de milieux sociaux très différents, ne saurait nous satisfaire. Ni même le recrutement à la va-vite de professeurs n'ayant pas de formation adéquate, comme les PEGC (Professeurs d'Enseignement Général des Collèges), pas plus que les réserves concernant le contenu des programmes.

Bien que recevables, ces explications restent cependant sommaires car, comme le montrent Hamon et Rotman, le mal qui ronge le système éducatif, à savoir l'immobilisme, est inhérent à ses structures. En effet deux appareils, organisés comme de véritables «mafias», ont fait main basse sur l'enseignement et refusent de laisser échapper ne serait-ce qu'un parcelle de leur pouvoir. Il s'agit bien entendu du ministère de l'Éducation nationale et de la FEN.

Le premier, c'est bien connu, est condamné, en raison du gigantisme qui le caractérise et au centralisme dont il est l'héritier, à ne rien pouvoir faire. C'est lui

qui gère la carrière de tous les professeurs certifiés et agrégés du pays, c'est encore lui qui répartit les crédits pour tous les établissements (à titre indicatif, il faut savoir qu'il y a, sur l'ensemble du territoire, 5.000 collèges, 1.300 LEP et 1.100 lycées) et c'est toujours lui qui établit les programmes, du cours préparatoire à la terminale en passant les CAP et les CPPN. Il dispose pour cela d'une administration pléthorique (1,2 million d'employés dont 650.000 enseignants) au sein de laquelle «seul un groupuscule infime, autour du ministre est capable de restituer les choix techniques dans une perspective cohérente» (2). Le reste n'est que lenteur administrative, incompétence, irresponsabilité, inefficacité et absurdité. Ajoutons à cela que le ministre est un homme politique soucieux de sa carrière et que sa «longévité» ne dépasse que très rarement les dix-huit mois en moyenne et l'on comprendra que c'est l'administration qui détient les rênes du pouvoir et gère, hélas ! à son avantage la pénurie.

Les perspectives d'avenir, malgré les récentes mesures de décentralisation ne sont guère reluisantes car elles ne concernent que les moyens matériels. Et encore même dans ce domaine, elles risquent fort d'être inopérantes puisque, dans les faits, on assiste à un transfert de compétences à l'échelon local, à un représentant nommé par le ministère et par conséquent chargé d'appliquer ses décisions. Par contre, pour ce qui est du personnel et des programmes, le centralisme a la vie dure.

Nous rejoignons ici, l'analyse de Jean-Claude Milner qui montre dans un livre au vitriol (3), en s'appuyant sur la logique qui préside aux destinées du système depuis la Libération que les représentants de l'administration (les gestionnaires) ont intérêt au statu quo. D'abord parce qu'ils en tirent leur toute puissance ce qui n'est pas une maigre compensation, ensuite parce que de petites réformes épisodiques qui sont en fait les différents aspects d'une seule et même réforme, lui coûte moins cher qu'un bouleversement total qui verrait l'avènement d'un nouveau système et la fin de leurs privilèges. De plus, le livre de Milner présente l'avantage sur celui d'Hamon et Rotman d'introduire une dimension conflictuelle dans les relations entre les gestionnaires et les professeurs. En effet, les administratifs éprouvent une haine sans borne pour les détenteurs du savoir que sont les agrégés et les cer-

le débat sur l'éc

En rendant compte dans une première partie du livre de Hervé nous avons vu que la situation aujourd'hui en France se manifeste par de décalages. Décalage tout d'abord entre ce qui se passe dans les écoles et ce que les élèves attendent de la formation offerte par le système. L'échec de l'école - qu'il soit dû à une mauvaise mission d'un savoir ou la préparation de jeunes font preuve d'une parfaite issue que l'ANPE. Mais ayant des raisons de l'échec, ni des solutions que la France, riche de son capital politique et économique, ni de parvenir.

tifiés. D'une part parce que les solides diplômés sur lesquels s'assoit leur légitimité concurrencent leur pouvoir, d'autre part parce qu'ils coûtent plus cher que les PEGC qui eux se contentent d'être de bons pédagogues «qui savent tout ce qu'il y a à savoir pour l'être et ne savent pas ce qui les empêcherait de l'être» (étant bien entendu que pour Milner, «tout savoir ne peut que faire obstacle à la pureté de l'acte pédagogique»).

Pour Hamon et Rotman le second bloc qui tient jalousement à conserver le système éducatif existant, est constitué par l'appareil syndical que se sont donné les enseignants. Pour des raisons historiques, l'école est le secteur d'activité qui bénéficie du taux de syndicalisation le plus élevé. Ainsi la Fédération de l'Éducation Nationale (FEN) qui regroupe 49 organisations syndicales (dont les plus connues sont le puissant Syndicat National des Instituteurs dans le primaire et une faible partie du secondaire et son grand ri-



■ Photo A2 : les 20 participants de l'émission «Tant qu'il y aura des profs».

t ole (2)

précédent article (1) de la pre-Hamon et Patrick Rotman (2) atastrophique de l'enseignement feste dans les faits par une série ord, entre ce que les enfants qui és savoir et ce qu'ils savent entre ce que les maîtres enseignants apprennent au dehors. Dé-professeurs exigent des élèves et eurs profs. Décalage enfin, entre tème éducatif et les besoins son lui assigne pour tâche la trans-ration à un métier - apparaît évi-collège, le LEP ou le lycée, les te ignorance et/ou n'ont d'autre it cela nous n'avons rien dit des ns à apporter pour faire en sorte ital humain, reste une puissance conditions qui permettront d'y

val le Syndicat National de l'Enseignement Secondaire) rassemble 500.000 adhérents. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions de la voir se présenter comme un contre pouvoir face aux carences ministérielles. D'autant que ses compétences sont multiples : par l'intermédiaire des commissions paritaires elle exerce un pouvoir administratif non négligeable; elle représente aussi un pouvoir politique par sa forte influence sur le Parti Socialiste et possède un pouvoir financier par le biais d'un énorme appareil de mutualité (la Mutuelle assurance automobile des instituteurs de France, la CAMIF, la MGEN et la CASDEN-Banque Populaire).

La FEN tire une partie de son pouvoir du climat de pagaille administrative qui règne au ministère car dans la mesure où le gigantisme engendre un manque de coordination et d'efficacité, elle joue un rôle d'administration supplétive. D'où l'intérêt qu'elle attache au maintien du statu-quo.

La seconde partie de son pouvoir, elle la tient du lien qu'elle représente au sein d'une communauté enseignante totalement éclatée car comme le soulignent une fois encore Hamon et Rotman, «à la limite, ce n'est pas le collège ou le lycée, ce n'est pas la salle de classe qui secrètent l'appartenance, mais le tissu syndical». Son rôle est alors d'éviter les luttes d'influence auxquelles se livrent ses différentes tendances (Unité-Indépendance-Démocratie, majoritaire proche du PS et Unité et Action proche du PC, minoritaire). Ainsi que les remous provoqués par les débats autour de «l'école fondamentale» (SNI) courant qui se déclare partisan d'une indifférenciation totale des élèves (dans ce domaine il a presque atteint son but) et des profs, ce qui reviendrait selon ses détracteurs proches du SNES et défenseurs des thèmes de «l'école progressive» à «primariser» le second degré. Nous retrouvons une nouvelle fois les préoccupations de Milner à propos du nivellement des professeurs par le bas.

L'immobilisme, cause première de la dégradation du système scolaire, est donc le résultat de luttes partisans pour le pouvoir auxquelles se consacrent depuis plusieurs décennies les représentants du corps enseignant au nom des intérêts particuliers d'une corporation et les gestionnaires au mépris de l'intérêt général. De cet immobilisme découle l'inadaptation de l'enseignement technique aux nouvelles réalités industrielles et une fermeture de l'enseignement secondaire à la révolution informatique. Au point où il en est le système ne peut plus se corriger de lui-même. Il faut se rendre à l'évidence, l'école de la République, chère à Jean-Pierre Chevènement est moribonde. Aussi est-il grand temps de penser l'école différemment car, comme le soulignent Hamon et Rotman, «Ce qui est en jeu c'est tout simplement l'avenir d'un pays. Est-on capable ou non de relever le défi technologique qui secoue la planète ?». La solution n'est pas à chercher dans les expériences, intéressantes certes, de certains enseignants qui essaient d'innover, mais beaucoup trop ponctuelles pour être appliquées à l'échelle du pays. Elle n'est pas à chercher non plus auprès des professionnels de la politique qui ne parlent qu'au nom de leurs intérêts qu'ils soient de gauche ou de droite.



■ Patrick Rotman et Hervé Hamon.

Ainsi, à la fin de l'émission diffusée par Antenne 2 le 18 octobre dernier, a-t-on pu entendre Jacques Pommatau, secrétaire général de la FEN déclarer en substance qu'il était hostile à toute décentralisation qui ne serait pas précédée par une unification du statut des profs, et de lancer un cri d'alarme : attention à ne pas casser le service public dont la nation républicaine est issue !

Nous avons vu plus haut pourquoi la FEN était opposée à toute décentralisation : une telle mesure diminuerait ses prérogatives. Il n'y a rien non plus à attendre du côté de l'opposition qui au cours de la même émission, par l'intermédiaire d'Alain Madelin, spécialiste à l'UDF des questions d'éducation, n'a pas hésité à préconiser le démantèlement du ministère et un retour à un libéralisme effréné : laisser la libre concurrence et la loi de l'offre et de la demande réguler le marché de l'enseignement !!! Décidément la surenchère n'a pas de limite. La bêtise non plus, hélas !

Une fois de plus c'est du côté d'Hamon et Rotman qu'il faut se

tourner pour entrevoir une solution : «Soyons clairs, écrivent-ils, le système éducatif français ne se sauvera du naufrage que s'il parvient à confier la responsabilité de la décision à ceux qui l'appliquent». Autrement dit au terme de leur enquête, ce qu'ils proposent est une vaste décentralisation qui permettrait d'éviter au système «qu'il poursuive sur pied» ou qu'il soit démantelé un jour par les «ultra-libéraux», et une autonomie pédagogique et financière des établissements (ou plus exactement, reprenant les termes du rapport Prost, de groupes d'établissements complémentaires) qui laisser une grande place à la concertation entre les différentes parties prenantes et à l'innovation.

Patrice LE ROUË

(1) «Royaliste» 412.

(2) H. Hamon et P. Rotman - Tant qu'il y aura des profs- Ed. Le Seuil, prix franco : 88 F.

(3) Jean-Claude Milner - De l'école- Ed. Le Seuil, prix franco : 72 F.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom
Prénom
Année de naissance Profession ou études
Adresse

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

la fragilité yougoslave

Par les moustaches de Plekszy-Gladz, la Yougoslavie est un pays compliqué. Je dirais même plus : un pays très compliqué.

Si vous ne connaissez pas la Yougoslavie, ouvrez le «Sceptre d'Ottokar» aux pages 24 et 25. Vous vous souvenez ? Alors qu'il se rendait en avion de Prague à Klow, capitale de la Syldavie, Tintin est passé par la trappe ouverte par les odieux comploteurs. Heureusement, il tombe dans une charrette de foin. Des paysans le conduisent au poste de gendarmerie d'un petit village : des maisons aux toits rouges, un minaret, la montagne en arrière-plan...

Qui parcourt aujourd'hui la Yougoslavie retrouvera sans peine les paysages de Tintin. En Bosnie, les paysans portent encore le fez, battent le blé avec des fourches de bois et conduisent les mêmes charrettes vers les villages aux minarets effilés. A la frontière ou dans les villes, en croisant douaniers et miliciens, comment s'empêcher d'évoquer les moustaches de Plekszy-Gladz, même si ce symbole est celui de la Bordurie, l'inquiétant voisin ?

Ces références littéraires et politiques («Le Sceptre d'Ottokar» est un traité de légitimité) ne doivent pas faire négliger l'essentiel. La Yougoslavie échappe à celui qui en retiendrait seulement la beauté des paysages et le charme des scènes de l'ancien temps. Cette terre est d'abord celle de la tragédie et les peuples qui y vivent semblent voués à tous les malheurs. Misère, invasions et rui-

nes tissent l'histoire des Slaves du Sud et les marquent encore. Misère de certains villages serbes, des montagnes du Monténégro, du Kosovo, certes moins grande qu'il y a dix ans, mais toujours visible dans le vieux quartier de Pristina et dans les bourgades bosniaques. Oppression étrangère - turque, autrichienne, bulgare, allemande - et cette impitoyable guerre de libération qui fut aussi une guerre civile opposant Partisans et Tchethniks (1), Croates et Serbes, Serbes et Turcs (2). Menace permanente des tremblements de terre qui ont ravagé, ces dernières années, Skopje, Banja Luka, Kotor, Cetinje.

Il y a l'angoisse, mais aussi la paix. Quoi que l'on pense de Tito, de sa façon de conduire la guerre et d'établir son pouvoir, le Maréchal fait figure de héros fondateur qui maintient, par delà la mort, un minimum d'unité et la paix entre ces peuples si divers. Comme Dimitrov en Bulgarie, comme Mustapha Kemal en Turquie, son nom, son portrait et sa statue sont partout, symbolisant l'identité yougoslave, l'indépendance nationale et la révolution de l'après-guerre. Tito contre Hitler, Tito contre Staline, Tito pour le progrès économique et social, Tito l'autogestion... Voici quelques années, en Europe occidentale, certains qui tentaient de sortir le communisme de sa gangue stali-



St Georges d'Oplenac, mausolée des rois de Serbie et de Yougoslavie.

nienne s'efforcèrent de présenter un modèle yougoslave. Las ! Même s'il est moins visiblement totalitaire, contraignant, sectaire, il n'y a pas de libertés démocratiques et toute contestation du régime est durement sanctionnée.

Résistant et communiste incontestable, ancien compagnon de Tito, Milovan Djilas, aujourd'hui en résidence surveillée après de nombreuses années de prison, en sait quelque chose. L'autogestion n'est qu'une façade, et l'inégalité entre les classes comme entre les régions est immédiatement sensible. Il y a toujours des bourgeois et des prolétaires et il suffit parfois de faire quelques dizaines de kilomètres pour changer de monde et de temps. C'est tantôt l'aisance slovène ou dalmate, tantôt la pauvreté bosniaque ou monténégrine. Tantôt le modernisme agressif des villes prétentieuses et laides (Titovo Uciye en Serbie est un modèle du genre) tantôt le 19ème siècle ou le Moyen-Age. La Yougoslavie est faiblement socialiste. Est-elle vraiment yougoslave ?

La réponse ne peut être immédiatement donnée. Sans doute, la monarchie, puis Tito, ont tenté de constituer, à partir d'éléments divers ou franchement disparates, un ensemble. Mais les paysages mêmes disent la distinction ou la séparation. C'est là ce qui rend la Yougoslavie si fascinante : cette présence de l'histoire dans le paysage, cette possibilité qu'il nous donne de la lire directement. A un kilomètre près, on sait où se trouvent les anciennes frontières de l'Empire ottoman, quels furent les domaines de l'Italie et de l'Autriche. Mais attention. Cette simplicité première devient factice au fur et à mesure qu'on avance vers le cœur du pays. Il est vrai que les clochers, les villes et les paysages de Slovénie forment une unité, que la côte dalmate, de Rijeka (Fiume) à Dubrovnik (Raguse)

est, de ville en ville, évidemment «italienne». A Ljubljana (Lai-bach), à Split, Zadar ou Trogir, nous sommes en pays catholique-latin. Mais plus loin c'est l'étonnant mélange des peuples, des langues, des alphabets, des religions, de l'Orient et de l'Occident, de l'Islam et du catholicisme orthodoxe.

A Sarajevo, les imposants bâtiments autrichiens jouxtent la ville turque, avec son bazar et ses mosquées. A Jajce, en Bosnie, à Pristina dans le Kosovo, à Prizren et plus loin encore vers le lac d'Orhid, les hommes et les femmes sont habillés à la turque - fez et pantalons bouffants. Les plus vieux sont nés sous l'Empire turc et ni les guerres ni le progrès n'ont changé leurs habitudes. A Skopje, il y a des Albanais, des Turcs, des Macédoniens, des Serbes ; à chacun sa mosquée - l'une pour les bourgeois, l'autre pour les paysans - son théâtre, ses salles de cinéma, sa presse en alphabet cyrillique ou latin. Et le vieil avocat qui nous guide ne manque pas de prier Allah dans chaque mosquée tout en affirmant, devant un thé albanais, sa croyance au Dieu catholique et sa ferveur révolutionnaire. Là-bas, la «différence culturelle» est reconnue, et intensément vécue. Si la Yougoslavie a une existence, c'est par cette diversité étonnante, dans ce mélange de tant de nationalités, qui n'est peut-être qu'une juxtaposition.

L'unité yougoslave est trop récente, l'ensemble formé est trop complexe pour ne pas être fragile. Depuis la mort de Tito, les mauvais signes se sont multipliés. Les régions tendent à se replier sur elles-mêmes, une agitation fondamentaliste est perceptible en Bosnie, où plusieurs intellectuels musulmans ont été lourdement condamnés l'année dernière, et le Kosovo, en proie à une agitation albanaise, a connu trois années d'état de siège. «Les Albanais peuvent beaucoup donner ; ils peuvent aussi beaucoup prendre», disait l'avocat macédonien...

Violence de l'Etat, violence latente des communautés nationales et religieuses, violence d'une crise économique facteur d'endettement et de pénuries, violence de la modernisation qui détruit les anciennes manières de vivre et de penser, l'avenir de la Yougoslavie est, une fois encore, problématique. Mais il y a cette longue familiarité avec le malheur, et la volonté probable de ne pas y retomber. Même en Yougoslavie, le pire n'est jamais tout à fait certain.

B. LA RICHARDAIS



Belgrade : la Save et le musée d'art moderne.

(1) Tchethniks : résistants royalistes serbes commandés par le général Mihailovich. Le général de Gaulle ne pardonna jamais à Tito l'exécution de ce dernier. (2) Cf. Milovan Djilas -Une guerre dans la guerre- Laffont.

la france contre la france

A mesure que 1958 s'éloigne, il apparaît avec de plus en plus de netteté qu'elle fut une année charnière de notre histoire.

Le retour aux affaires du général de Gaulle, la fondation de la Vème République sont dans toutes les mémoires, mais la rupture ainsi créée est beaucoup plus profonde et significative qu'une mutation interne à la continuité républicaine. La mutation est culturelle, comme on dit aujourd'hui. Elle affecte l'idéologie républicaine qui se trouve défiée dans son orthodoxie première. Les purs n'étaient d'ailleurs pas dupes qui crièrent à la monarchie dès le départ. Les mêmes ou à peu près, assistèrent avec colère à la promulgation des lois scolaires qu'ils qualifièrent évidemment d'antilaïques. Un quart de siècle plus tard, on ne s'étonne pas de voir les tenants du grand service public déçus (on les comprend !) s'en prendre à nouveau aux institutions et singulièrement à la fonction présidentielle.

Ce qui a changé en vingt-cinq ans, c'est l'audience que les tenants de l'idéologie républicaine classique peuvent obtenir dans l'opinion française. La IVème République avait encore le souvenir des luttes et des controverses de la IIIème. La Vème les considère presque comme des fantômes peuplant une planète éloignée. Ne parlons pas des nouvelles générations que l'on découvre totalement indifférentes. Le phénomène est d'ailleurs ambivalent, il ne faut pas se le cacher, car la perte de mémoire qui explique en grande partie l'immense désintérêt des jeunes s'applique à tout. L'amnésie est dangereuse. Il faut souhaiter que momentanée, elle permette un regard neuf sur le passé, sans lequel nous pourrions ni nous comprendre, ni comprendre les autres.

Ce long préambule évidemment ne se veut qu'une invitation à l'Histoire, et pour le coup, la plus proche, celle qui souffre peut-être, le plus de discrédit, un discrédit non toujours immérité. Philippe Delaroche a présenté ici-même

comme il convenait, c'est-à-dire comme un grand livre, «Le XIXème siècle à travers les âges» de Philippe Muray. Nous avions besoin de ce décapage sans pitié pour comprendre d'où nous venions à quelle lugubre réanimation de cadavre on voulait périodiquement nous convier en rani- mant le culte panthéonesque. Que l'idéologie républicaine ait été cultivée tout au long du XIXème siècle par le courant positiviste nous permet de comprendre ce goût de funèbre qui la marque de façon indélébile. Rétrospectivement, il est réjouissant de considérer la théorie des grands ancêtres, Comte, Renan, Michelet, George Sand, Hugo, obsédée de cimetières et de spectres, sectatrice du progrès et de la science, contemporaine de la Religion et tout adonnée à l'occultisme ! Par contraste, on pourra se demander si leurs adversaires impitoyables ne vaudraient pas un peu plus de considération, en dépit de leur réputation obscurantiste et réactionnaire.

En ce sens, j'ai grande envie de recommander le «Louis Veuillot» de Benoît Le Roux, et avec d'autant plus d'insistance que ne bénéficiant pas des canaux de la grande édition, il risque fort injustement de rester dans l'ombre. Forte figure que celle de ce fils d'ouvrier tonnelier, dont Hugo moqua les humbles origines : «*Le Zoile cagot naquit d'une Javotte...*» Il est vrai que le cagot avait de la répartie, éventuellement insultante, sans perdre tout à fait le sentiment de l'équité. S'il arrivait qu'il traite l'autre de *vieille citrouille*, il ajoutait à moitié remplie de diamants. Baudelaire l'estimait, le rude bonhomme. Pour un peu il l'aurait conduit à confesse, ce qui d'ailleurs ne le choquait pas plus que cela.

Il est arrivé à Thibaudet d'écrire que Veuillot était le plus grand journaliste de son siècle. Benoît Le Roux apporte un solide dossier pour plaider la cause. «*Ce n'est pas Veuillot qui a immortalisé le petit bourgeois anticlérical, c'est Flaubert, en 1857, avec M. Homais, le pharmacien de Madame Bovary. On peut bien avancer cependant que Flaubert avait bâti son héros avec le mortier gâché par Veuillot. Celui-ci avait-il plaisanté la fortune du docteur Verin, qui provenait d'une spéculation sur la pâte pectorale Regnaud ! Or Homais, qui cumule lui aussi la science et le journalisme, vend, bien sûr de la pâte Regnaud...*» C'est que le directeur de «L'Univers» était lu de

tout le monde, non seulement des curés de campagne qui trouvaient matière à leurs prédications, mais aussi par les écrivains et surtout par les adversaires. Et puis quelle pléiade de talents derrière lui, tous ces jeunes gens encouragés à fourbir leurs armes, les Ernest Hello, Georges Seignur, Léon Bloy, Villiers de l'Isle-Adam, sans oublier Barbey d'Aurevilly. Si certains d'entre eux ont survécu, d'autres ont été scandaleusement oubliés. Mais c'est un terrible handicap d'être désigné par l'adversaire comme suppôt de la réaction ! Réflexe de guerre, car il y a guerre. Elle se prolonge dans la mémoire. Hugo et tous les siens, hérauts de la liberté, Veuillot chantre du cléricisme et des régimes d'autorité. La guerre idéologique déchire le siècle. Elle explique toutes les convulsions de la IIIème République, les arrières-pensées du laïcisme et cette période particulièrement révélatrice que fut le combisme.

Sur cette période, je conseillerais un autre ouvrage d'Anne-Marie et Jean Mauduit qui tendent avec une belle impartialité d'entrer dans les sentiments des protagonistes des deux camps. D'un côté Combes Emile, évidemment, mais aussi Jaurès, Clemenceau, Waldeck Rousseau, Briand. De l'autre Albert de Mun, l'épiscopat français, Léon XIII et Pie X, le cardinal Merry del Val... Mais aussi, l'instituteur et le curé de base, les loges maçonniques, les paroisses. Pour Combes, aucun doute. Il s'agit bien de s'en prendre à la puissance de l'Eglise, à son emprise sur les esprits. Combien de jeunes gens, aujourd'hui, y compris parmi les plus cultivés, savent que la IIIème République s'est engagée dans un combat impitoyable contre les congrégations religieuses dont elle contestait jusqu'au principe, au nom même de la liberté. Qu'un homme puisse faire des vœux perpétuels, se lier pour toute son existence à un ordre, à des supérieurs, voilà qui paraissait inadmissible à ces humanistes qui entendaient protéger la liberté des personnes, même si c'était au mépris de la volonté des dites personnes. Curieuse époque !

La liberté décidément peut servir de paravents à d'étranges entreprises. N'avait-on pas fait honte à Veuillot d'une phrase qu'on continue à lui attribuer et qu'il n'a jamais prononcée : «*Quand les libéraux sont au pouvoir, nous leur demandons la liberté parce que c'est leur principe, et quand nous sommes au pouvoir, nous la leur refusons parce que c'est le*

nôtre». L'intéressé avait déjà répliqué à Jules Ferry qu'il ne réclamait la liberté que parce que c'était un droit. Qu'importait. Il fallait absolument identifier la cause de l'Eglise avec celle de la contrainte, pour mieux mettre en valeur la laïcité républicaine au nom de la liberté de conscience. Le vrai, c'est qu'il y avait guerre de religions, et qu'il fallait absolument à la religion nouvelle bouter l'ancienne hors de ses positions pour lui enlever toute influence dans le pays. Cela risquait de déboucher sur une véritable guerre civile, qui fut d'ailleurs évitée de peu, notamment grâce à Clemenceau.

Quatre vingt ans plus tard, la séparation de l'Eglise et de l'Etat apparaît comme un bienfait, pour la liberté de tous. Et on s'étonne rétrospectivement des résistances de la hiérarchie pour cette solution libératrice. C'est oublier que l'affaire était piégée dès le départ. La séparation était conçue comme une machine de guerre par le biais des associations culturelles pour introduire dans l'Eglise un germe de schisme avec la hiérarchie. Pie X le comprit parfaitement. Il préféra l'aventure, c'est-à-dire le risque absolu de la pauvreté et de la liberté. De là l'hommage étonnant rendu à ce pape que l'Eglise, cinquante ans après mettrait sur ses autels, par Briand le mécréant : «*Pie X. Savez-vous comment je l'ai toujours vu ? Avec de gros souliers, des souliers à clous sous sa soutane blanche, de lourds souliers qui rendaient son pas pesant et qui l'attachaient au sol. Il avait les pieds sur terre : c'était un homme de bon sens, d'un bon sens qui touchait au génie.*» Je ne l'ai pas toujours compris, poursuivait Briand, mais ce sont les évêques français qui l'agaçaient : «*Eux, ils redoutaient l'aventure. Mais l'aventure c'est la vie... C'est le seul qui ait vu clair.*»

Dieu sait si en 1981, nous avons été tout près de replonger dans ce passé. Nous avons tout de même vécu de sérieux soubresauts. Qu'ils ne nous aient pas conduits aux convulsions de la IIIème République est encore une fois significatif de la mutation culturelle de la Vème République, dont il faut faire hommage à son fondateur.

Gérard LECLERC

Benoît Le Roux - Louis Veuillot, un homme, un combat - Téqui. Prix franco : 74 F.

Anne-Marie et Jean Mauduit - La France contre la France, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, 1900-1906 - Plon.

Philippe Muray - Le dix-neuvième siècle à travers les âges - Denoël. Prix franco : 163 F.

philippe de saint robert : le rêveur éveillé

C'est en 1958 que le nom de Philippe de Saint Robert apparaît pour la première fois dans mes carnets noirs; mais ce fut un an plus tôt, en 1957, que nous fîmes connaissance, voilà donc vingt-sept ans.

Vingt-sept ans d'une amitié quasi quotidienne et qui n'a jamais cessé d'aller en s'approfondissant; vingt-sept ans que nous voguons de conserve, telles les frégates du chevalier de Hadoque dans «Le Secret de la Licorne»; vingt-sept ans d'accointance mousquetaire. Nous nous comprenons à demi-mot. Que dis-je, à demi-mot ! En société, l'échange d'un regard, l'esquisse d'un sourire, un haussement de sourcils, nous suffit pour savoir avec exactitude ce que pense l'autre. Notre complicité est telle que nous n'avons presque plus besoin de nous parler pour nous entendre.

Saint Robert est mon aîné de deux ans. Parmi les écrivains de notre génération - qui est aussi celle de Dominique de Roux, de Philippe Sollers -, il est le seul à avoir une pensée politique organisée, cohérente, un corps de doctrine. Le peu que je sais de la chose publique, c'est lui qui me l'a appris, et si je vois juste dans

la question européenne ou dans celle du Proche-Orient ou dans celles des institutions, c'est assurément grâce à lui.

Néanmoins on aurait tort de n'apprécier en lui que l'auteur engagé, le militant, le patriote. Saint Robert est d'abord un poète, et chez lui l'œuvre de l'homme d'action est toujours irriguée, nourrie, par les méditations du contemplatif. C'est, depuis la publication de «Midi en cendres» (1), une vérité qu'il n'est plus permis à personne de méconnaître.

Les principaux textes recueillis par Saint Robert dans «Midi en cendres», et qui donnent son titre à ce recueil, ont été écrits lorsqu'il avait vingt ans, c'est-à-dire à un âge où il n'avait pas de part à la vie publique du pays, et ces pages portent la marque de la jeunesse : les tortillages et les amphigouris y abondent. Cependant, le provincial imaginaire, le catholique ardent, le lecteur de

Claudé et de Mauriac que Saint Robert était alors, exprimait déjà, dans un style dont il n'avait pas encore la maîtrise, les fidélités qui allaient être les siennes durant les trente années qui ont suivi : Dieu, la monarchie, le gaullisme, la France et son universelle vocation. Aucun écrivain de notre âge n'aura été habité autant que Saint Robert par la passion de la France, de son sol, de son histoire, de son destin mystique.

A vingt ans, les jeux sont faits. Ils le sont même beaucoup plus tôt pour certaines âmes. Aussi réécrivons-nous toujours le même livre et l'adulte que nous serons à quarante ou soixante ans se trouve déjà, tout armé, dans nos journaux intimes d'adolescence et de jeunesse. La brillante intelligence de Saint Robert, et sa pudeur, sa délicatesse (qualités rares et si précieuses pour ses amis), se manifestent à chaque page de «Midi en cendres», où le lecteur attentif reconnaîtra le futur romancier de «La même douleur démente», le futur essayiste de «Principes pour une légitimité populaire» - ces Principes où nous lisons ceci, qui formerait une juste épigraphe à l'œuvre entière : «Cette politique (la politique de la France), nous la rêvons éveillés. Nous devons agir comme si nous avions toujours raison, sachant qu'avoir raison n'est rien. Agir comme dans un rêve».

Pour ma part, et c'est bien naturel, ce que je préfère dans «Midi en cendres», ce sont les pages où je me reconnais moi-même, par exemple ces lignes de feu sur celle que Barrès appelait l'impératrice de la solitude, notre chère et grande Elisabeth d'Autriche : «Ses impérissables conquêtes furent la liberté et peut-être quelques instants de bonheur. Un bonheur payé très cher, durement, parce qu'il n'était pas inscrit dans son destin». A vingt ans, nous avons, Philippe et moi, des idées fort précises sur le bonheur. Aujourd'hui, tant de femmes nous ont trahis et tant d'illusions nous ont abandonnés, que nous ne savons plus bien ce qu'est le bonheur. En revanche, et c'est le privilège de l'irrémissible écoulement du sablier, nous commençons à savoir ce qu'est le désespoir surmonté.

Gabriel MATZNEFF

(1) Philippe de Saint Robert : «Midi en cendres et autres textes». Ed. des Cahiers bleus. Disponible en deux éditions : éd. originale numérotée, tirage de tête à 50 exemplaires (prix franco : 100 F), éd. normale (prix franco : 60 F).

antoine doinel est mort

Bien que la chronique d'Antoine Doinel ait pris fin en 1978 avec «L'Amour en fuite», je continuais d'espérer en secret les retrouvailles de Jean-Pierre Léaud et François Truffaut pour un ultime épisode de la série inaugurée en 1959 avec «Les 400 coups». Hélas ! La mort du cinéaste, le dimanche 21 octobre, vient de mettre fin à cette espérance folle.

Lorsqu'en 1959, sort le premier film de François Truffaut, la critique et le public unanimes le consacrent. C'est une bouffée d'air pur dans le cinéma français des années 50 : exit l'académisme et l'ennui, place à la spontanéité et à la joie de filmer. Certes, Truffaut n'était pas un grand créateur de formes cinématographiques comme Jean-Luc Godard, son ami et complice des débuts, mais c'était un excellent conteur qui savait rendre visuels les émotions et les sentiments des personnages.

Il est un aspect de son art beaucoup moins connu mais tout aussi important : il savait parler des films des autres. Conséquence, son plus beau film est un livre : «Le cinéma selon Hitchcock». Il s'agit d'une longue interview réalisée en 1966 au long de laquelle le jeune cinéaste de l'époque se met à l'écoute de son aîné. Ce livre est la plus grande leçon de cinéma qui ait jamais été donnée et la transmission d'un héritage, notion qui était chère au cœur de Truffaut.

S'il fallait réduire son œuvre à une image, je choisirais la séquence de «L'argent de poche» au cours de laquelle Gregory (3 ans) tombe du dernier étage d'un immeuble alors que sa mère a le dos tourné. Je passe sur le suspense qu'engendre la situation pour ne retenir que la réflexion du gamin à «l'atterrissage» : «il a fait poum Gregory». Invraisemblable... mais pour qui est familier de l'univers de Truffaut, il était évident que l'enfant ne pouvait pas mourir.

Il n'est pas surprenant dès lors qu'en 1976, au moment de la sortie de «L'argent de poche» il ait déclaré à la radio qu'il était monarchiste parce que la monarchie était le seul régime qui par nature a le souci de l'enfance. Loin de moi l'intention de récupérer à titre posthume ce personnage que nous n'avons jamais rencontré. Mais venant de la part de ce cinéaste si sensible qui consacra une partie de son œuvre à raconter des histoires d'enfants, cette réflexion a une grande portée.

P.L.R.



■ Philippe de Saint Robert

ACTION ROYALISTE

• PARIS- SESSION DE PRÉSENTATION DE LA NAR

Destinée à nos nouveaux adhérents et nouveaux abonnés et plus généralement à tous ceux qui veulent s'informer sur la NAR, elle se tiendra à Paris le SAMEDI 1er DÉCEMBRE de 15 h à 18 h dans les locaux du journal. Entrée libre.

• PARIS-CONFÉRENCES DU MERCREDI SOIR

Chaque semaine se tiennent les conférences-débat des «mercredis de la NAR», lieu de rencontre unique à Paris où des gens de gauche comme de droite, des scientifiques ou des littéraires, des vedettes et des gens moins connus viennent s'exprimer le plus librement du monde devant les lecteurs de «Royaliste».

Les conférences se tiennent dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - 4ème étage (métro Bourse ou Palais-Royal) et commencent à 20 heures précises (fermeture des portes de l'immeuble après cette heure), elles se terminent vers 22 heures. L'entrée en est libre et gratuite.

Mercredi 31 octobre. Pas de réunion en raison des congés de la Toussaint.

Mercredi 7 novembre. Dans 5 ans ce sera le bicentenaire de la Révolution française. Les thèses sur ce sujet, développées par les plus grands historiens posent des questions nouvelles et remettent aujourd'hui en cause la mythologie révolutionnaire classique. Gérard LECLERC fera le point de cette question controversée dans une conférence intitulée : «Faut-il célébrer le bi-centenaire de la Révolution?».

Mercredi 14 novembre. Noël CANNAT est un sociologue, collaborateur de nombreuses revues internationales, spécialiste des populations du tiers monde. De mai à octobre 1983, il a entrepris sur le terrain un «Tour du monde des bidonvilles». De ce voyage d'étude il a tiré une réflexion intéressante sur les phénomènes sociaux liés à la croissance urbaine dans le tiers

monde. Il accompagnera son propos d'une projection de diapositives.

Mercredi 21 novembre. Il y a quelques années la parution de «La machine à terreur», étude sur les origines profondes du terrorisme, faisait connaître Laurent DISPOT du grand public. Il prépare aujourd'hui un livre sur les relations franco-allemandes et c'est de ce sujet qu'il viendra nous entretenir dans une conférence intitulée «Reims et Verdun».

• ANGERS - PAYS DE LOIRE

Le 7 décembre à 19 h, rencontre avec Bertrand RENOUVIN et Luc de GOUSTINE, sur le thème «Entre Français».

Le 8 décembre, «2ème convention royaliste régionale» sur le thème «Objectif 1986».

Tous renseignements sur ces deux manifestations en écrivant à N.A.R., BP 253 49002 Angers cedex.

• PICARDIE ET LORRAINE

Prochainement auront lieu dans ces deux régions (vraisemblablement à Laon et à Nancy) des réunions de présentation de la N.A.R. par Bertrand RENOUVIN. Les lecteurs qui désiraient participer à ces réunions sont priés de se faire connaître en écrivant au journal.

• MAURRAS ET LE SOCIALISME

Tous les souscripteurs de l'ouvrage de Bertrand Fessard de Foucault devraient maintenant avoir reçu leur livre qui a été expédié début octobre. Dans le cas contraire, prière de bien vouloir nous le signaler afin que nous puissions effectuer les vérifications nécessaires.

• «CONNAISSEZ-VOUS LES ROYALISTES D'AUJOURD'HUI?»

Notre nouvelle brochure de propagande doit faire l'objet d'une diffusion massive et nous demandons à tous nos lecteurs de s'en faire les diffuseurs. Tarifs dégressif (prix franco de port) : 1 ex. : 12 F - 5 ex. : 47 F - 10 ex. : 80 F - 20 ex. : 134 F - 40 ex. : 220 F - 110 ex. : 476 F. Brochure de 30 pages, format 14,5 x 21.

journée d'études du 17 novembre

(10 heures à 18 heures)

à Paris

Centrée autour de deux thèmes : «L'hérédité du pouvoir : une solution ?» et «Communication et démocratie», cette journée d'études et de réflexion rassemblera à la fois, des invités-intervenants spécialistes des thèmes traités et des représentants de la N.A.R.

Chacun des thèmes sera traité par de courts exposés introductifs des intervenants avant que ne s'instaure un débat général avec tous les participants.

Pour que ces débats puissent être fructueux et constructifs nous sommes obligés de limiter à une cinquantaine le nombre de participants. Les inscriptions seront closes dès que ce nombre sera atteint, aussi nous vous conseillons de remplir le bulletin ci-contre dès aujourd'hui.

L'HÉRÉDITÉ DU POUVOIR : UNE SOLUTION ?

avec

Philippe CAILLEUX

historien

Bertrand RENOUVIN

Lucien SCUBLA

professeur de philosophie

COMMUNICATION ET DÉMOCRATIE

avec

Philippe BOUCHER

éditorialiste au «Monde»

Laurent BOURDELAS

animateur de radio-libre

Frédéric MITTERRAND

cinéaste et producteur de télévision

BULLETIN D'INSCRIPTION

NOM : Prénom :

Adresse :

Téléphone :

s'inscrit pour la Journée d'études du 17 novembre

et verse ci-joint la somme de F pour sa participation aux frais
(Participation 60 F - prix ramené à 25 F pour les étudiants et les provinciaux)

à retourner à la N.A.R., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

royaliste

SOMMAIRE :

page 2 : Notre presse - Le quart d'heure Fabius - page 3 : immigrés - page 4 : Hadès pour quoi faire ? - page 5 : Ronald, Fritz et Andrei - pages 6-7 : Débat sur l'école - p. 8 : la fragilité yougoslave - page 9 : La France contre la France - p. 10 : St-Robert, le réveur éveillé, Antoine Doinel est mort - page 11 : Action royaliste - page 12 : Editorial.

Directeur de la publication :

Yvan Aumont

Imprimé en France - Dif. NMPP

commission paritaire 51700

Téléphone : 297.42.57

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (50 F), 6 mois (95 F), un an (165 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

«On est envahi de superlatifs. On étouffe de superlatifs» disait Henri Michaux. La politique n'échappe ni à cette invasion, ni à cet étouffement. Le fait n'est pas nouveau puisqu'elle est, depuis toujours, le terrain d'élection de la démesure. Mais il semble que nous soyons aujourd'hui dans une situation telle que l'excès n'est plus la promesse d'une grande aventure, l'aliment d'un espoir temporel. Nous devinons que cette façon de vivre superlativement, comme disait le poète disparu, est la manifestation d'une angoisse. Si les hommes politiques, comme beaucoup d'autres, s'agitent tant, s'ils utilisent si volontiers la violence verbale, c'est qu'ils entendent cacher le très ordinaire, le médiocre ou le nul, plus encore que leur appétit de pouvoir. A la longue, cette agitation est devenue suspecte, et il ne faut pas s'étonner que la classe politique dans son ensemble soit largement rejetée (1).

LE PROCES DES «POLITIQUES»

Celle-ci ne saurait se rassurer en évoquant la méfiance traditionnelle à l'égard des politiciens, et le caractère endémique des manifestations de mauvaise humeur. Le rejet actuel de la politique est d'une autre nature que l'antiparlementarisme classique, intégré et dépassé par la Vème République. Jusqu'à ces dernières années, une partie au moins de la classe politique pouvait donner à espérer : le Parti communiste avant et après la guerre, puis le gaullisme et le socialisme. Le départ du général de Gaulle, l'effondrement de l'espérance révolutionnaire, les échecs de la droite libérale et les déceptions provoquées par l'expérience socialiste ont créé un vide que les hommes politiques ne sont pas toujours en mesure de combler. Reste ce qui était autrefois masqué par les promesses et les théories : la confiscation de la parole par les professionnels de la politique, et la dégradation de cette parole en langue de bois; le quasi monopole exercé par la «bande des quatre» et la réduction de la politique à un spectacle. Même la compétence - ultime argument de la droite lorsque l'anticommunisme ne paie plus - apparaît aujourd'hui comme illusoire. De l'affaire des avions renifleurs à celle de l'emprunt Giscard, qui a rapporté 6, 5 milliards à l'Etat et lui en coûtera une centaine, force est de constater la légèreté, pour ne pas dire plus, de ceux qui se présentaient comme les meilleurs et les plus sages.

Des années durant, nous avons dénoncé cette politique du mépris, du mensonge et de l'illusion, au risque de nous faire taxer de «poujadisme». Loin de toute

de l'excès au rejet



par
bertrand
renouvin

démagogie, nous voulions au contraire attirer l'attention sur les risques que les partis prenaient et faisaient courir au pays : risque d'une confusion entre la politique et son spectacle, entraînant la condamnation de l'un comme de l'autre; risque d'une contestation extrémiste de la volonté hégémonique des «quatre». Nous y voici. Une situation nouvelle est en train de se créer, paradoxale et inquiétante. Le rejet de la classe politique est devenu un phénomène politique, et la revendication d'ouverture et de dialogue a été récupérée par l'extrême-droite, puis transformée en discours intolérant et odieux.

DECRISPATION ?

Nous «l'avions bien dit», mais qu'importe. Et, bien sûr, nous ne hurlerons pas avec les loups. Nous redoutons les passions xénophobes et le fanatisme que peut engendrer le mythe du «retour aux vraies valeurs» pour pactiser, ne serait-ce qu'un instant, avec ceux qui exploitent les désillusions et les rancœurs. Mais que faire ? Comme toutes les autres organisations, les partis politiques ont une tendance spontanée à se rassurer, puis à continuer comme si de rien n'était. Au moment même où «Le Monde» publiait son enquête sur le rejet de la politique, M. Bernard Pons dénonçait comme «collaborateurs» quelques uns des membres de son parti. Quelques semaines plus tard, alors que des sondages significatifs étaient encore publiés, M. Jospin faisait

lui aussi de lourdes allusions au pétainisme et à la collaboration pour mieux accabler la droite. Ces deux petites phrases ont annulé les efforts de ceux qui, à droite comme à gauche, annonçaient un autre langage et une attitude désormais décripée.

Hélas ! Dans le jeu politique actuel, et dans celui-ci seulement, ce sont MM. Pons et Jospin qui ont raison. Froide-ment réalistes, ils savent que leur parti ne peut pas gagner s'ils ne se soumettent pas à la logique de la rivalité. Quand les projet deviennent trop flous, quand les hommes et les organisations se ressemblent trop, il faut rétablir, par les slogans et les insultes, l'indispensable différence. Patriotes sincères, citoyens respectables, MM. Pons et Jospin continueront de s'accuser des pires perversions et de dénoncer comme traîtres ceux qui, dans leur camp, ne respectent pas la loi de la bipolarisation. D'excès en outrance, le rejet de la politique se fera plus massif, et la démagogie anti-politicienne s'en trouvera facilitée.

Face à cette situation aussi ridicule que dangereuse, les exhortations morales ne sont d'aucune utilité. Contre les effets pervers de la communication politique, rien ne sert de proposer une communication meilleure, des relations plus cordiales et une trêve des ambitions. Il faut dire, au contraire, que la rivalité des hommes et des appareils est dans l'ordre des choses, comme le conflit des intérêts; que cette rivalité entraîne nécessairement la violence, au moins verbale, et que le désir de puissance ne saurait être extirpé. Nul fatalisme dans ce constat. L'objet de la politique n'est pas de rendre les hommes vertueux, mais de poser des limites à leurs rivalités dans le souci du bien commun. Cette idée simple suppose que le pouvoir ne soit pas exercé n'importe comment. Il s'agit, d'abord, de placer le chef de l'Etat hors du champ des rivalités, ce qui est leur apporter une limite essentielle. Il faut, ensuite, que ce pouvoir soit en mesure de devenir un «dénominateur commun» selon l'expression du comte de Paris.

Que la société ait une référence commune, qu'elle puisse se reconnaître dans le pouvoir sans s'y aliéner - ce qui est le propre des monarchies anciennes et modernes - et l'alternance pourra paisiblement jouer. De cette médiation nécessaire, de celui qui la ferait exister, un nouveau langage pourrait naître, et une nouvelle manière de se comporter. En faisant ce choix, la classe politique ne perdrait rien de son utilité. Il y a fort à parier qu'elle gagnerait en prestige.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf l'enquête Sofres publiée dans «Le Monde» du 6 septembre.